

A.G.C.S. ... SERVICES PUBLICS EN DANGER

13h30 : ACCUEIL

14h : INTERVENTIONS

Présentation

Dany Bruet, Attac Pays d'Aix

L'AGCS, ses enjeux, ses dangers, ses échéances;
l'objectif de ce forum

Marcel Rollandin, Attac Pays d'Aix

Les services publics ou d'intérêt collectif dans l'économie:
de l'ambiguïté marchande aux besoins sociaux

Pierre Bachman, Attac Pays d'Aix

Même si l'AGCS ne passait pas à Doha, les services resteraient menacés

Gérard Surdez, Attac Marseille

Le point de vue des associations d'usagers et de consommateurs

Marie-Jeanne Michel, Confédération syndicale des familles

Le point de vue d'un économiste des services publics territoriaux

Fabrice Aubert, membre d'Attac

15h30 : QUESTIONS DE L'ASSEMBLÉE

16h : PAUSE

16h15 : DÉBAT

**18h : DANS LE NOUVEAU CONTEXTE INTERNATIONAL,
QUELLES SUITES A CE FORUM ?**

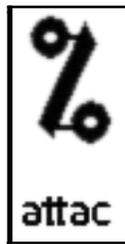
Intervention de **Jean-Louis Marchetti**, président d'Attac Marseille

Débat: comment continuer ensemble le débat et mutualiser nos efforts ?

18h50 : CLÔTURE

19h : APÉRITIF

*Le monde n'est pas
une marchandise.*



Association pour la
Taxation des
Transactions financières pour
Aide aux
Citoyens

LE MONDE N'EST PAS UNE MARCHANDISE !

Face aux prétentions de l'Organisation mondiale du commerce, manifestons le 10 novembre !

(texte signé par ATTAC, la Ligue des Droits de l'Homme, la FSU, le SNES, SUD-PTT, l'UNEF, Solagral, le CCCOMC, Droits Devant, AITEC)

Depuis sa création par nos gouvernements en 1995, l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce impose un processus de libéralisation généralisée, qui concerne non seulement le commerce international, mais aussi tous les secteurs de la vie économique et sociale : environnement, santé, services publics, alimentation, propriété du vivant. Elle continue en outre à opérer de façon opaque, à la fois vis-à-vis des citoyens et des pays du Sud. Son bras judiciaire, l'Organe de règlement des différends (ORD), légifère dans de nombreux domaines non-commerciaux, en se donnant ses propres règles hors de tout contrôle démocratique. Elle a toujours refusé de prendre en considération la dimension sociale des échanges, qu'il s'agisse de l'emploi et des droits sociaux fondamentaux. Elle ne se soucie pas davantage de la protection de l'environnement et des milieux naturels ni des normes de santé publique.

La Conférence ministérielle de l'OMC qui va se tenir au Qatar du 9 au 13 novembre constitue donc un enjeu majeur pour les peuples, les citoyen(e)s, les salarié(e)s, pour l'avenir même de notre planète. Lors de la précédente réunion de l'OMC à Seattle en novembre 1999, les divergences entre les Etats membres, couplées aux mobilisations citoyennes, avaient empêché l'ouverture d'un nouveau cycle de libéralisation du commerce mondial.

Malgré cet échec, l'OMC persiste et signe. Elle a relancé des négociations sectorielles dont l'objectif est de livrer des pans entiers de l'économie à l'appétit des multinationales. L'Accord général sur le commerce des services (AGCS), menace l'existence même des services publics, en particulier l'éducation et la santé. L'Accord sur l'agriculture promet un modèle d'agriculture productiviste qui a pour conséquence la standardisation de l'alimentation et la disparition des petites exploitations au Nord comme au Sud. L'Accord sur les droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC), transforme les processus biologiques et naturels en marchandises en permettant leur accaparement par les multinationales. Le sommet du Qatar vise à accélérer ces processus et à les rendre irréversibles. Il vise aussi à étendre les domaines touchés par la libéralisation, notamment à l'investissement, aux politiques de concurrence, aux marchés publics...

À cette logique, nous opposons une autre conception des échanges internationaux, basée sur la solidarité, la coopération, un commerce équitable. Contre le dumping social nous choisissons un développement durable, centré sur le respect des droits des salariés dans les pays du Nord et du Sud, sauvegardant l'emploi et les droits démocratiques pour tous les peuples.

Il s'agit donc de poursuivre un processus de mobilisation qui s'est élargi depuis Seattle afin d'enrayer la course à la marchandisation totale du monde. Ainsi, la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) a lancé un appel à une journée d'action dans les entreprises le vendredi 9 novembre.

Le samedi 10 novembre sera une journée de manifestations à l'échelle internationale. Les organisations signataires appellent les citoyen(e)s, les salarié(e)s, les organisations politiques, syndicales et associatives à organiser ensemble une journée de manifestations dans toute la France le samedi 10 novembre. Cette journée permettra de faire entendre la voix de l'opinion publique et d'interpeller les autorités françaises et européennes sur la base des exigences suivantes :

- le refus aujourd'hui d'un nouveau cycle de libéralisation et de toute extension des pouvoirs et domaines de compétence de l'OMC,
- une évaluation, avec la pleine participation des associations citoyennes, du bilan, ainsi que des règles et pratiques de cette organisation depuis sa création,
- sa subordination aux chartes internationales comme la Déclaration universelle des droits de l'homme, et aux conventions internationales relatives aux droits économiques, sociaux et culturels, aux normes sanitaires et environnementales,
- le maintien et le développement des services publics notamment dans les secteurs essentiels que sont l'eau, la santé, l'éducation, la culture, l'audiovisuel, les services de communication, les transports, le logement, l'énergie.
- le respect du principe de précaution en matière d'écologie, de santé publique et d'alimentation, notamment en matière de production et distribution des OGM,
- l'interdiction des brevets sur le vivant : plantes, animaux, micro-organismes et gènes,
- la proclamation comme bien commun de l'humanité de l'eau, de l'air et du patrimoine génétique.

**A Marseille:
départ de la manifestation: 15h, Porte d'Aix**